

Résumé

Les petites et moyennes entreprises (PME) camerounaises occupent une place importante dans le Projet de stratégie nationale de développement (Psnd) adopté en janvier 2020 en remplacement du document de stratégie pour la croissance et l'emploi (Dsce). Au cours de ces deux décennies, le Cameroun a mis en place une politique de développement et d'accompagnement des PME pilotée par le Ministère des PME, de l'Économie Sociale et de l'Artisanat (MINPMESSA). Ces politiques sont matérialisées par les institutions ou agences publiques telles que l'Agence de Promotion des PME (APME), la Banque Camerounaise des PME, le Bureau de mise à Niveau des entreprises, etc.

Dans cette perspective, l'APME a initié, en collaboration avec l'Université du Québec à Trois-Rivières, ce premier baromètre des pratiques de gestion des PME manufacturières camerounaises dont l'objectif est de présenter annuellement le profil sociodémographique et les caractéristiques des PME manufacturières. Ce baromètre permet aussi d'évaluer les pratiques de gestion mobilisées ou adoptées par ces PME. Enfin, il mesure la perception des propriétaires-dirigeants à l'égard du financement et des principaux obstacles à leur développement.

L'échantillon de ce premier baromètre est constitué de PME dont les propriétaires-dirigeants sont majoritairement des hommes âgés en moyenne de 47 ans. La proportion des propriétaires-dirigeants ayant un niveau de scolarité primaire (30,9 %) et universitaire (29,8 %) est presque identique. Le pourcentage de ceux qui sont autodidactes et de niveau collège/lycée est respectivement de 20,2 % et de 19,1 %. Ces propriétaires-dirigeants ont au moins 10 années d'expérience dans le domaine d'activité de la PME. Nous notons que les propriétaires-dirigeants sont spécialisés dans les domaines assez diversifiés. Les plus dominants sont le domaine technique (45,9 %), suivi de l'administration (27,5 %) et de l'ingénierie (27,5 %). Les dirigeants sont en outre très enthousiastes à participer à des rencontres professionnelles. Près de 51,4 % déclarent ainsi prendre part aux activités de réseaux ou de regroupement des gens d'affaires pour rechercher de l'information pertinente ou disposer de l'information stratégique sur leurs clients.

En outre, selon leur taille, déterminée à partir du nombre d'employés permanents, l'échantillon comprend 18,9 % de Très petites entreprises (TPE), 50,0 % de petites entreprises (PE) et 31,1 % de moyenne entreprise (ME). La majorité de ces PME produisent depuis moins de 10 ans (59,8 %) dans différents secteurs, dont les principaux sont l'agro-industrie (49,5 %), suivis des sous-branches de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (13,1 %), du bois et de la transformation (9,3 %), de la métallurgie/mécanique (9,3 %), de la construction (5,6 %), du textile (4,7 %), des autres industries (3,7 %), du cosmétique (2,8 %) et du caoutchouc/plastique (1,9 %). Qu'il s'agisse de sous-traiter ses activités à d'autres entreprises ou sous-traiter pour d'autres, la pratique est bien présente mais pas assez répandue. 26,2 % des PME sont sous-traitantes, alors que 73,8 % ne le sont pas. On peut remarquer que les PME ont une base clientèle assez diversifiée. On y compte d'autres types PME (36,7 %), les grandes entreprises camerounaises (25,7 %) et les multinationales étrangères (15,6 %). Mais le principal marché des PME enquêtées se trouve assurément ailleurs, auprès d'autres types d'entreprises (61,5 %). En ce qui concerne la répartition géographique du chiffre d'affaires (CA), nous constatons que 19,3 % des PME sont exportatrices, alors que 80,7 % ne le sont pas.

De même, il ressort que les PME manufacturières camerounaises mobilisent peu ou faiblement les meilleures pratiques de production de l'information comptable et financière ainsi que d'utilisation des outils de planification et de contrôle. Peu de PME ont recours aux services d'un expert-comptable pour leurs états financiers. Les principales sources de financement utilisées sont la banque (18,2%), institution de microcrédit (16,3%), coopérative (11,7%), Tontine (9,8%). Par ailleurs, environ 4 entrepreneurs sur 10 de notre échantillon sont prêts à partager le capital-actions, pourvu qu'ils conservent le contrôle majoritaire. D'autres dirigeants (24,7%) sont prêts à céder plus de 50% du contrôle.

La quasi-totalité des PME manufacturières mobilisent peu ou faiblement les meilleures pratiques de gestion de la production en matière de planification de la production, d'utilisation de l'ordinateur et d'aménagement des espaces de travail. Les PME utilisant les ordinateurs pour leurs activités de planification représentent moins de 40%. Peu d'entreprises possèdent déjà des procédés et des façons de faire adéquats (15%) ou achètent leurs principaux équipements neufs (17%).

Au niveau des certaines pratiques de gestion des ressources humaines, on observe que 43,1% de PME prévoit des activités de formation de leur personnel sur les tâches à exécuter et 45,9% de PME dispose d'un programme d'évaluation de rendement individuel. Moins du tiers des entreprises disposent d'un programme de participation aux résultats pour le personnel (31,2%).

S'agissant de certaines pratiques commerciales, le traitement des plaintes reçues des clients est pratiqué par 41,3% des entreprises ciblées. À l'opposé, une infime partie de ces dernières (7,3%) consulte ses clients pour savoir comment améliorer ses produits.

Pour terminer, les propriétaires-dirigeants des PME manufacturières camerounaises ont identifié par ordre d'importance plusieurs freins à leur croissance tels que la difficulté à obtenir le financement nécessaire, la trop forte concurrence étrangère, le délai de paiement des clients, le mauvais comportement des employés, la corruption et la situation économique du pays. Il revient alors aux structures publiques en charge des PME de travailler de concert avec les autres parties prenantes de l'écosystème entrepreneurial et des affaires afin de réduire au minimum tous ces freins et de d'accompagner les PME sur le chemin de la performance et de la compétitivité.